

# COMMUNIQUE DE PRESSE

---



# DJIBOUTI

---

**Discours prononcé par**

**SON EXCELLENCE  
MONSIEUR DILEITA MOHAMED DILEITA  
PREMIER MINISTRE**

**Devant**

**La Conférence internationale de suivi sur le financement  
du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre  
du Consensus de Monterrey**

**Date 29Nov - 02Dec 2008 (Doha)**

**Verifier au prononcé**

# **DISCOURS**

Prononcé par

**SON EXCELLENCE MONSIEUR  
DILEITA MOHAMED DILEITA**

PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

**Conférence Internationale de Suivi sur le  
Financement du Développement**

***Doha, 29 Novembre – 02 Décembre 2008***

Monsieur Le Président,

Honorables Chefs d'Etats et de Gouvernements,

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions Internationales,

Honorables Délégués et Participants,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, au nom de ma délégation et en mon nom propre, de transmettre mes plus chaleureux remerciements à Son Altesse l'Emir Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani et au peuple frère du Qatar pour leur accueil et hospitalité depuis notre arrivée dans cette belle ville de DOHA. Nul doute qu'avec cet important événement consacré à la revue des Engagements du Consensus de Monterrey, l'Etat du Qatar est devenu une place de référence sur la scène internationale.

Par ailleurs, je m'associe à ceux qui m'ont précédé pour exprimer ma tristesse et ma compassion envers les innocentes victimes des odieux attentats de Bombay et présenter nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple indien face à ces tragiques événements et dont nous nous sentons tous solidaires dans cette douleur.

Je voudrais adresser mes remerciements au Secrétaire Général de l'ONU et à son équipe pour tous ses efforts ayant conduit à l'organisation de cette Conférence dont la tenue a malheureusement coïncidé avec la crise financière actuelle.

J'éprouve un immense plaisir de prendre part à cette Conférence Internationale sur le Financement du Développement qui se tient après le Sommet de 2005 sur la revue des Objectifs du Millénaire et la Conférence de haut niveau sur le financement du développement tenu à New York en octobre 2007.

Le moment est donc venu aujourd'hui de dresser un bilan sans ambages de la situation sur le front de la lutte contre la pauvreté et la croissance économique des pays les plus durement affectés.

La tenue de cette Conférence Internationale, à mi-parcours des Objectifs du Millénaire (ODM) auxquels nous avons adhéré en septembre 2000, traduit la place centrale qu'occupent ces Objectifs dans notre stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté.

Nul n'est censé ignorer qu'au niveau du continent africain la réalisation des Objectifs du Millénaire (ODM) est devenue un véritable challenge car selon les études des experts seulement 13 pays n'atteindront qu'un seul des ODM.

Et la République de Djibouti, malheureusement, fait partie de ces États pour lesquels les OMD à l'horizon 2015 restent un défi difficile à relever sans l'appui de nos partenaires.

A travers ce constat alarmant, c'est l'attitude de la communauté internationale et le non respect des engagements pris par cette dernière qui est mis en relief. Plus particulièrement, les engagements non encore tenus de Greeneagles de doubler d'ici 2010 l'Aide Publique au Développement pour l'Afrique et d'alléger le poids de la dette publique extérieure.

Et le programme d'action d'Accra qui a été élaboré sur la base des objectifs de la Déclaration de Paris se veut être un écho de ces préoccupations et tente de baliser la voie du financement du développement selon les principes de la prévisibilité de l'assistance des bailleurs de fonds ; l'appropriation de l'aide ; la conditionnalité adaptée où l'aide sera accordée en fonction des propres objectifs de développement des pays bénéficiaires et le déliement de l'aide.

Nous sommes conscients qu'une bonne gouvernance marquée par un environnement juridique et institutionnel propice au financement du secteur privé et une politique efficiente de valorisation des ressources humaines, par le biais de politiques en matière d'emploi, d'éducation et de santé sont primordiales pour attirer les ressources financières.

Aujourd'hui, notre inquiétude est d'autant plus grande que la crise financière qui secoue aujourd'hui les économies des pays industrialisés est en train, par un effet de contagion, de gagner les pays émergents.

De financière, cette crise est devenue économique et se traduit par un début de récession pour les pays développés et un ralentissement de la croissance pour les autres pays. Pour l'Afrique, il a été constaté la faible liquidité du secteur financier ainsi que le faible degré d'impact de cette crise sur son secteur financier.

Néanmoins, sur le plan économique, certains effets de la crise commencent déjà à se faire sentir pour le continent Africain avec la chute du prix des matières premières qui résultent d'une baisse des prévisions de croissance pour les économies développées et émergentes. En outre, certains projets bancables risquent d'être ajournés voire annulés et, à court terme, certaines analyses laissent prévoir une réduction de l'activité dans les secteurs de l'exportation des matières premières, du tourisme et de l'industrie manufacturière.

Tout milite pour une refonte de l'architecture financière internationale afin que la réponse apportée à cette crise soit globale. L'Afrique se doit de faire entendre sa voix et de ne pas être la grande absente du nouvel édifice financier.

L'Afrique n'est pas demandeur d'assistanat mais d'une aide au développement lui permettant de s'accrocher solidement et durablement au train de la croissance économique et du développement humain.

Cette crise ne doit pas servir de prétexte pour une contraction de l'aide publique au développement car la réalisation des Objectifs du Millénaire est une nécessité économique, plus qu'un impératif moral, car in fine le développement des pays pauvres aux fortes potentialités ouvre des perspectives encourageantes pour le commerce international. C'est le principe du ***gagnant-gagnant*** qui doit prévaloir dans notre partenariat.

De plus, la crise alimentaire couplée à la crise énergétique a porté un sérieux coup à nos économies déjà fragiles et compromis encore davantage la stabilité sociale, condition de notre développement. Les réactions, certes salutaires, de la communauté internationale pour faire face aux préjudices générés par la flambée des prix des denrées alimentaires ne sont pas en soi suffisantes pour apporter des solutions pérennes à cette crise.

Il s'avère primordial de s'attaquer aux causes de la crise, notamment la crise de la production agricole provoquée par le recours effréné au biocarburant et la politique de subventions dans les pays développés, plutôt qu'à ses symptômes.

Monsieur le Président,

Honorables Délégués,

Sur fond de cette situation de crise internationale, je voudrais saisir cette opportunité qui m'est offerte pour vous présenter brièvement la situation économique et sociale en République de Djibouti.

Placée stratégiquement sur l'une des voies maritimes les plus empruntées et faisant partie des Pays les Moins Avancés (PMA), mon gouvernement a pris conscience dès le départ que le meilleur atout est de consolider et de pérenniser le socle principal de tout développement, à savoir la paix et la stabilité.

Cet atout a, durant ces trente dernières années, fait le signe distinctif de notre pays dans une région régulièrement secouée par les conflits et instabilité.

Second choix d'orientation, le Gouvernement a depuis le début prôné pour une économie ouverte et basée sur le développement du secteur privé axé autour du commerce et du développement des infrastructures de la chaîne des transports.

Depuis 2000, le partenariat public-privé est le modèle de développement mis en avant par le gouvernement djiboutien qui a donc entrepris de mettre les avantages djiboutiens au service du développement : sa position géographique, sa monnaie convertible et son appartenance à l'espace COMESA en font un port idéal pour le transbordement et l'éclatement des marchandises.

Ainsi, le Gouvernement a opté pour un partenariat public/privé en confiant la gestion du Port, de l'Aéroport International de Djibouti (AID) et de la Zone Franche à Dubaï Port World (DP World), l'un des plus grands opérateurs portuaires mondiaux.

Cet échange de savoir-faire a véritablement renforcé la performance du Port qui se positionne comme un des hub sur le chemin maritime entre l'Asie et le continent africain.

Cette vision s'inscrit dans l'optique de l'intégration économique régionale prônée par le COMESA car nous sommes convaincus qu'une intégration régionale très forte en Afrique permettra une meilleure intégration au niveau mondial.

Résultat de cette politique audacieuse : la croissance du PIB a atteint 5,3% en 2007 et les investissements directs étrangers (IDE) sont en forte augmentation.

Toutefois, la croissance que nous connaissons est insuffisante pour l'instant pour inverser durablement le phénomène de la pauvreté.

Ainsi, nos efforts de développement économique et social sont contrecarrés par la pénurie d'eau et la sécheresse chronique liée au changement climatique dont souffre notre pays. L'expansion du désert entraînant pénurie de nourritures et perte du cheptel a bouleversé la vie des populations rurales alors que les rares pluies apportent des inondations causant de graves dommages à nos infrastructures.

Les actions importantes que nous avons entreprises dans le cadre des Objectifs du Millénaire sont sapées aujourd'hui par la résurgence de tensions inflationnistes, la flambée du prix du pétrole et des matières premières.

Monsieur le Président,

Honorables Délégués,

Le consensus de Monterrey a embrassé le concept du commerce comme moteur du développement avec l'idée centrale d'un accès accru des produits des pays en voie de développement aux marchés des pays développés.

Or, force est de constater que l'accès aux marchés des pays développés a été limité, constituant le point culminant de l'impasse dans les négociations commerciales de DOHA.

En conséquence, il doit être aménagé pour les pays en développement un espace adéquat pour une politique commerciale adaptée leur permettant de déterminer leurs priorités et stratégies. La libéralisation à outrance ne doit pas nous être imposée alors que nous sommes à une phase cruciale de notre développement.

Je ne saurais conclure sans réitérer fermement notre attachement au Consensus de Monterrey et nous sommes pleinement conscients que le chemin à parcourir est lent mais décisif pour l'avenir de nos nations.

Je vous remercie.